

## Corée du Nord : faim et politique de survie

Marie-Laure Verdier<sup>1</sup>

**Le transfert de pouvoir à la tête du pays, la prise de conscience croissante des violations des droits humains et les soulèvements au Moyen-Orient auraient pu se conjuguer pour former les conditions propices à une transition en Corée du Nord. En dépit d'un certain relâchement du régime totalitaire, le changement politique n'apparaît toutefois pas à l'ordre du jour. La lutte pour la survie demeure la principale préoccupation de la population.**

Selon le rapport publié en mai 2012 par l'Organisation des Nations unies sur la République populaire démocratique de Corée, les deux tiers des 24 millions de Nord-Coréens font face à des pénuries alimentaires chroniques : *« Près d'un tiers des enfants de moins de cinq ans présente des signes de retard de croissance, en particulier dans les zones rurales où la nourriture est rare ; et la diarrhée chronique due à un manque d'eau potable, d'installations sanitaires et d'électricité est devenue la principale cause de décès infantile. »*

Certains spécialistes militent pour un approvisionnement de l'aide alimentaire en Corée du Nord, estimant que les réformes politiques ne pourront s'opérer tant que la population ne mangera pas à sa faim. Par exemple, Hazel Smith, un expert renommé en sécurité humaine pour le pays, affirme que *« toutes les révolutions dans l'histoire, et celles au Moyen-Orient, n'ont pas été entreprises*

---

1. Chercheuse en études coréennes à la School of Oriental and African Studies (Université de Londres et Corée), analyste de la société nord-coréenne, notamment pour *North Korea News*.

*par des affamés. Les révolutions sont faites par des gens qui ont assez à manger et qui veulent plus de liberté, qui sont généralement instruits et appartiennent à la classe moyenne inférieure»* (Smith, 2011).

D'autres, militants des droits de l'homme et opposants à l'aide alimentaire, considèrent quant à eux que l'assistance humanitaire prolonge l'existence de l'État et, par conséquent, la souffrance du peuple. Selon eux, arrêter l'aide alimentaire entraînerait l'effondrement du régime. Par ailleurs, l'exemple de la Chine démontre que les instruits de la classe moyenne, qui bénéficient pour la plupart d'un *statu quo* politique, ne sont pas toujours les moteurs de la contestation.

Cet article soutient l'idée que, dans tous les cas de figure, l'accès à la nourriture jouera un rôle déterminant dans le futur de la société nord-coréenne. Les habitants ont faim depuis deux décennies et les préoccupations politiques ne font pas partie de leur quotidien. Néanmoins, les Nord-Coréens ont imaginé des moyens créatifs pour tenter de faire face à la crise alimentaire en dehors du contrôle de l'État. Le régime nord-coréen a tenté de contenir ces efforts, mais sans pouvoir les stopper. Pour les Nord-Coréens, la liberté viendra « avec un bol de riz », comme le décrit de manière poignante Blaine Harden : « *La liberté [...] est juste un autre mot pour viande grillée* » (Harden, 2012).

La République populaire démocratique de Corée (RPDC) a été créée le 10 octobre 1945. Kim Il-sung, né Kim Sung-ju, a été nommé par les Russes à sa tête. Après sa mort en 1994, son fils, Kim Jong-il, a été désigné président, mais son père est resté vénéré par tous les Nord-Coréens, y compris des « déserteurs ». Kim Jong-un a succédé à son père en décembre 2011. De nombreux observateurs pensent que son manque d'expérience et les jeux de pouvoir mèneront à un délitement progressif du régime. Cependant, il est réducteur de penser que les dirigeants successifs ont dirigé en seul maître sur le pays. Au contraire, un système, combiné à une puissante propagande, a soutenu le régime en place. Il est décrit comme « totalitaire », composé d'un « régime bureaucratique hautement centralisé et militarisé, organisé autour d'un chef tout-puissant » (Scobell, 2006). Le régime est fortement institutionnalisé et bureaucratique et se caractérise par la domination écrasante du parti, de l'État et de l'armée (Armée populaire coréenne).

La liberté est réprimée à tous les niveaux. Le pays est notoirement connu pour ses violations des droits de l'homme graves et systématiques, comme le recours aux détentions arbitraires, la torture, les traitements dégradants et les camps de prisonniers. Human Rights Watch résume la situation comme suit : « *En contradiction avec les propos tenus sur les droits humains dans la Constitution, les conditions humanitaires restent désastreuses. Absence d'opposition politique organisée, de liberté des médias, de fonctionnement de la société civile ou de liberté religieuse. Les arrestations arbitraires, la détention, l'absence de règles, la torture et les mauvais traitements infligés aux détenus demeurent des problèmes graves et récurrents. La Corée du Nord impose des punitions collectives pour diverses infractions contre l'État, asservissant des centaines de milliers de citoyens – y compris des enfants – à l'esclavage dans des camps de prisonniers. Périodiquement, le gouvernement exécute publiquement des citoyens pour vol de propriété de l'État, accumulation de nourriture et autres délits "antisocialistes"* » (Human Rights Watch, 2011).

### **Un système de distribution publique de nourriture défaillant**

La RPDC a opté, depuis sa création, pour une économie de type soviétique et a créé, dans les années 1950, un système de distribution publique de nourriture. Depuis le quasi-effondrement de son économie, dans les années 1990, ce système a toutefois été défaillant. Jusque-là, la Corée du Nord pouvait compter sur l'aide, notamment en pétrole, fournie par l'ex-Union soviétique et la Chine, mais en 1987, la Russie a cessé son apport. En 1990, l'ex-URSS et en 1993, la Chine ont aussi mis fin au commerce de troc et exigé que les marchandises soient payées en espèces. En 1994, la Chine a en outre décidé de réduire ses envois de grain.

Cette réduction drastique de l'aide étrangère, combinée à une mauvaise gestion du gouvernement et à plusieurs catastrophes naturelles, a provoqué la mort d'environ un million de personnes<sup>2</sup>, lors de la famine qui a sévi entre les années 1995 et 1999. La communauté internationale avait finalement décidé de fournir une assistance, mais il était déjà trop tard.

---

2. Le nombre exact de morts dû à la famine est incertain. Alors que Hazel Smith parle de 800 000 à 1,5 million de personnes (Smith, 2005), Haggard et Noland évoquent 600 000 à 1 million de personnes (Haggard & Noland, 2007).

En réalité, le système n'a jamais assuré une distribution équitable de nourriture, car les quotas pour les rations dépendaient du rang ou de la classe d'une personne dans la société nord-coréenne. Un récent rapport, produit par le Comité pour les droits de l'homme en Corée du Nord, intitulé *Marked for Life: Songbun North Korea's Social Classification System*, a examiné la classification sociopolitique de la population nord-coréenne, selon laquelle « *chaque citoyen se voit attribuer une classe héréditaire et un rang sociopolitique sur lequel l'individu n'exerce aucun contrôle, mais qui détermine tous les aspects de sa vie* » (Collins, 2012).

Ce système de castes, ou *Songbun*, a été institutionnalisé par Kim Il-sung entre 1957 et 1960 et a affecté tous les domaines de la vie, y compris la nourriture, l'éducation, l'emploi, la santé et les lieux où les personnes vivent. Le noyau dur de la classe (*haeksim*) est réputé fidèle au régime et est majoritairement basé à Pyongyang, où la soi-disant élite vit une vie relativement confortable. La classe intermédiaire (*dondyo*) est soumise à des sessions constantes de rééducation, mais est autorisée à servir le parti et l'armée. Leurs membres vivent dans les provinces environnantes de Pyongyang. Les membres de la classe hostile (*choktae*) sont les descendants de commerçants, de chefs religieux, de collaborateurs japonais, d'alliés de l'Organisation des Nations unies ou de la Corée du Sud au cours de la guerre de Corée. Tous sont considérés comme des ennemis du régime et ont été envoyés dans des endroits reculés. Ce segment de la population a particulièrement souffert des détentions arbitraires et de la famine. La plupart des réfugiés, qui ont fui la Corée du Nord en quête de nourriture, proviennent de ces régions – en particulier les provinces du nord de Hamgyoung (*Le ChosunIlbo*, 2011).

En 2003, Amnesty International a publié un rapport accusant les autorités nord-coréennes d'« *utiliser l'aide alimentaire comme un instrument de contrôle politique et économique* » et de distribuer les provisions sur base du niveau de loyauté envers l'État. *Songbun* est héréditaire et rien n'est envisagé pour moderniser son statut. Toutefois, il est possible de perdre la grâce des dirigeants et il n'est pas inhabituel que des hauts fonctionnaires disparaissent ou soient exécutés.

Les conséquences de la famine ont résonné au-delà des frontières de la péninsule. La faim a poussé entre 20 000 et 400 000 Nord-Coréens à traverser la frontière avec la Chine pour trouver un

emploi et de la nourriture (Chang, 2006). Des interviews ont montré que 55 % des exilés avaient quitté le pays pour des raisons alimentaires ou à la recherche d'un emploi, contre 9 % pour des raisons politiques.

Le pays a besoin de réformes économiques et le refus du gouvernement de les entreprendre a eu de graves conséquences sur la population. Par conséquent, le manque d'accès à la nourriture résulte d'un choix politique et non d'un manque d'approvisionnement. Dans son étude sur les famines, Amartya Sen a qualifié ce problème particulier comme celui de l'« *échec des droits d'accès* » (*failure of entitlement*).

Pour faire face au délabrement du système de distribution publique, la population s'est ravitaillée sur le marché noir en plein essor dans le pays. En 2000, la Banque de Corée a déclaré que l'économie souterraine s'élevait à 27 % du revenu national brut (Eberstadt, 2007). Pour lutter contre l'inflation, le gouvernement a entrepris une réforme monétaire en 2009 qui a conduit à l'appauvrissement des ménages, ce qui a donné lieu à des protestations et à des campagnes de répression dans la foulée. L'accès à la nourriture reste, plus que jamais, un problème majeur pour la population nord-coréenne.

### **Les rouages grippés du régime**

---

Cependant, en dépit d'un contrôle ferme du régime sur la population, trois facteurs ont émergé, à la suite des famines, qui pourraient à long terme contribuer à l'apparition de formes de résistance politique en Corée du Nord : un certain degré de décentralisation du pouvoir, des mouvements de population et l'augmentation des marchés privés.

Incapable de gérer la crise des années 1990, le gouvernement central a transféré des responsabilités aux dirigeants locaux. Andrew S. Natsios (2002) et Sue Lautze (1997), dans leurs études respectives, ont souligné l'impact positif de la décentralisation du pouvoir vers les autorités provinciales et locales lors de la crise humanitaire. En outre, Hazel Smith soutient que les dirigeants locaux « *en tant que classe, ne semblent pas avoir été animés par des motifs idéologiques, mais plutôt par un véritable sens du devoir envers ceux dont ils avaient la charge. Ils ont montré une certaine indépendance vis-à-vis du gouvernement central et ont négocié la levée de certains obstacles bureaucratiques que les autorités centrales*

avaient placés sur leur chemin ». Il décrit également le leadership local comme « le moteur du changement socio-économique ». Celui-ci a en effet toléré des mouvements de population à l'intérieur du pays et a accepté le franchissement illégal de la frontière chinoise, étant incapable de nourrir sa population (Smith, 2005).

Les mouvements de population et l'existence de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ne sont pas – à ce stade – solidement documentés. Toutefois, selon Alan Whaites et une étude menée par World Vision UK, les déplacements et les conflits ont amené des changements au sein de la société, tels que la transformation des identités d'origine et le dépassement de préjugés, qui pourraient conduire à l'émergence d'une société civile (Whaites, 1996).

Les mouvements de population à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont permis la rencontre de personnes issues de diverses origines sociales et économiques. En traversant la frontière chinoise, les Nord-Coréens ont aussi eu un accès aux médias et à l'information. Dans leur rapport intitulé *A Quiet Opening: North Koreans in a Changing Media Environment*, Nat Kretchun et Jane Kim révèlent que la part de Nord-Coréens qui n'a pas été « exposée » à des médias étrangers diminue et qu'une quantité croissante de matériels entre en contrebande dans le pays, comme des téléviseurs, des radios, des DVD et des clés USB. Outre ce meilleur accès à l'information extérieure, les Nord-Coréens semblent plus enclins, selon les auteurs, « à partager des informations avec des personnes de confiance », sans compter que, comme « la corruption permet souvent d'éviter la punition, moins de Nord-Coréens semblent dénoncer des méfaits que par le passé ». (Kretchun & Kim, 2012).

Troisième facteur de changement : les marchés privés ou *jangmadangs*, qui sont devenus la seule source d'approvisionnement alimentaire. Les individus, et plus seulement les agriculteurs, peuvent y faire commerce. Ces nouveaux espaces ne sont pas contrôlés par l'État et les gens (en particulier des femmes) s'y retrouvent pour se rencontrer et échanger des informations. En 2008, un groupe de femmes a manifesté contre le projet du gouvernement de réguler, voire même de fermer, ce type de marchés (Good Friends, 2008).

Fin 2009, les autorités ont procédé à une soudaine réévaluation de la monnaie. Elles ont accordé un délai d'une semaine aux citoyens pour échanger les anciens billets contre des nouveaux, avec un taux de change de 100 pour 1. Les réformes, censées combattre

l'inflation et sécuriser les liquidités, ont échoué pour deux raisons : d'une part, à cause du manque de biens disponibles. Le gouvernement s'est révélé incapable de compenser la perte des marchés, par le biais du système de distribution ; d'autre part, à cause de l'absence de liquidités. Les commerçants n'étaient pas en mesure d'acheter des produits en Chine pour les revendre ensuite sur les marchés nord-coréens (Snyder, 2010).

En dépit de ces difficultés, le régime a décidé, à la fin décembre 2009, de mesures supplémentaires, en interdisant l'importation et l'utilisation de devises étrangères et en fermant les plus grands marchés du pays (Snyder, 2010). De nombreuses personnes sont mortes de faim, à la suite de ces réformes monétaires. Le ministre de l'économie, rendu responsable de cet échec, aurait été exécuté (Snyder, 2010).

La famine a aussi été à l'origine d'agitation sociale. Officiellement, 100 personnes ont été exécutées dans la ville de Wonsan pour avoir manifesté contre les réformes. Ces soulèvements, bien qu'infructueux et coûteux en vies humaines, sont les signes que le gouvernement a perdu une part de son emprise sur la population. Il est probable que d'autres initiatives de rébellion se représentent. En ce sens, l'émergence d'une « société civile » en Corée du Nord pourrait très bien être le résultat du « *relâchement politique, plutôt que sa cause* » (Weller, 2005).

### La diaspora nord-coréenne

Couvrir les efforts de la diaspora nord-coréenne pour résister au régime est un projet d'étude qui va au-delà de la portée du présent document, mais qui doit néanmoins être mentionné. Les déserteurs nord-coréens, soutenus par des groupes de défense des droits de l'homme sud-coréens et la communauté internationale, ont mis sur pied des organisations pour dénoncer l'existence de camps de concentration en Corée du Nord et réclamer le procès des leaders nord-coréens par des tribunaux pénaux.

Leurs activités varient, de l'organisation de conférences dans les principales villes du monde au lancement de ballons gonflés à l'hélium vers la Corée du Nord, contenant de la nourriture, des vêtements chauds et des documents politiques. Certains ont choisi l'art pour exprimer l'absurdité du régime nord-coréen ou décrire les terribles conditions de vie dans les camps. Jung Sung-san, un réfugié nord-coréen, a conçu une comédie musicale, *L'histoire de Yodok*,

pour sensibiliser l'opinion aux camps de prisonniers. D'autres sont actifs dans la contrebande de marchandises à la frontière de la Chine et développent des combines pour envoyer de l'argent à leur famille restée au pays.

Comme en témoignent les récents événements au Moyen-Orient, il est difficile de prédire ce qui peut arriver. Une certitude toutefois : que le régime nord-coréen s'effondre ou qu'il décide de suivre la voie chinoise des réformes économiques, la réunification avec la Corée du Sud est inévitable, même si l'adaptation au mode de vie sud-coréen, compétitif et en évolution rapide, sera difficile. Les Nord-Coréens peuvent être en colère contre leurs dirigeants, mais ils demeurent néanmoins attachés à leur terre et à leur société. La réunification avec le Sud sera donc ardue et ne mettra pas fin à cette situation difficile.

Traduction : Lorena Julia Bartolomé Pérez

### Bibliographie

- Amnesty International (2003), *North Korea Human Rights Concerns*, [www.amnesty.org/en/library/info/ASA24/002/2003/en](http://www.amnesty.org/en/library/info/ASA24/002/2003/en), consulté le 25 juillet 2012.
- Chang YN. (2006), « North Korean Refugees in China: Evidence from a survey », in Haggard S. et Noland M. (dir.), *The North Korean Refugee Crisis: Human Rights and International Response*, Washington DC, U.S. Committee for Human Rights in North Korea.
- Collins R. (2012), « Marked for life : Songbun North Korea's Social Classification System », *The Committee for Human Rights in North Korea*, <http://hmk.org/>, consulté le 30 juillet 2012.
- Eberstadt N. (2007), *The North Korean Economy: between crisis and catastrophe*, New Brunswick, NJ : Transaction Publishers.
- Good Friends (2008), *North Korea Today*, No. 113.
- Haggard S. et Noland M. (2007), *Famine in North Korea: Markets, Aid and Reform*, New York, Columbia University Press.
- Harden B. (2012), *Escape from Camp 14: One Man's Remarkable Odyssey from North Korea to Freedom in the West*, Londres, Penguin books.
- Human Rights Watch (2011), *World Report 2011, North Korea*, [www.hrw.org/en/world-report-2011/north-korea](http://www.hrw.org/en/world-report-2011/north-korea), consulté le 6 juin 2012.
- Kretchun N. et Kim J. (2012), « A Quiet Opening: North Koreans in a Changing Media Environment », *Intermedia*, [www.intermedia.org/2012/05/10/intermedia-releases-landmark-report-on-north-korea/](http://www.intermedia.org/2012/05/10/intermedia-releases-landmark-report-on-north-korea/), consulté le 30 juillet 2012.
- Lautze S. (1997), *The Famine in North Korea: Humanitarian Responses in Communist Nations*, <http://books.google.co.kr/books?id=7NSyHAAACAAJ&hl=ko&sitesec=review>, Feinstein International Famine Center, Tufts University.
- Natsios A. (2001), *The Great North Korean Famine*, Washington D.C., United States Institute of Peace.



- Scobell A. (2006), « Kim Jong IL and North Korea : the leader and the system », *Strategic Studies Institute*, [www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub644.pdf](http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub644.pdf), consulté le 1<sup>er</sup> juin 2012.
- Smith H. (2005), *Hungry for Peace*, Washington D.C., United States Institute of Peace.
- Smith H. (2011), « North Korea in mourning », *Phonetic transcript of a radio story broadcast by PRI's THE WORLD*, [www.theworld.org/2011/12/north-koreans-mourn-kim/](http://www.theworld.org/2011/12/north-koreans-mourn-kim/), consulté le 25 juillet 2012.
- Snyder S. (2010), « North Korea Currency Reform : what happened and what will happen to its economy ? », *Paper presented at 2010 Global Forum on North Korea economy*, Seoul, [asiafoundation.org/resources/pdfs/SnyderDPRKCurrency.pdf](http://asiafoundation.org/resources/pdfs/SnyderDPRKCurrency.pdf), consulté le 1<sup>er</sup> juin 2012.
- The Chosunilbo* (2011). « Most N.Korean Defectors Come from N.Hamgyong Province », 16 mai 2011, [http://english.chosun.com/site/data/html\\_dir/2011/05/16/2011051600998.html](http://english.chosun.com/site/data/html_dir/2011/05/16/2011051600998.html), consulté le 30 mai 2012.
- Weller R. (ed.) (2005), *Civil Life, Globalization, and Political Change in Asia*, Londres, Routledge.
- Whaites A. (1996), « Let's get civil society straight: NGOs and political theory », *Development in Practice*, août, 6 (3), 240-244.

